



MEMORANDUM 2024

LES PROPOSITIONS DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

REVENDICATIONS PHARES DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE : COMPARAISON DES PROGRAMMES



À LIRE SUR :
WWW.MEMORANDUM2024.LAICITE.BE

Actionlaïque 
Actionlaïque 
www.laicite.be 



La présente analyse des programmes des partis politiques belges francophones est réalisée par le Centre d'Action Laïque. Celle-ci reflète notre engagement en faveur de laïcité à travers une défense de l'État de droit et des valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité. Son objectif est d'offrir une grille de lecture des programmes eu égard aux quinze priorités définies dans notre mémorandum 2024.

LES 15 REVENDICATIONS PHARES DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

01. Inscrire la **laïcité** dans la Constitution pour garantir l'impartialité de l'État (p. 3)
02. Protéger l'**État de droit** et lutter contre l'**extrémisme** (p. 5)
03. Assurer la **liberté de conviction** dans le monde (p. 7)
04. Deux heures de **philosophie et citoyenneté** pour tous les élèves (p. 9)
05. Individualiser les **droits sociaux** (p. 11)
06. Garantir l'**accès aux soins** pour tous les usagers, au sein de **structures neutres** et dégagées de toute forme de prosélytisme (p. 13)
07. Mettre en œuvre *a minima* les recommandations du groupe d'experts sur les **IVG** (p. 16)
08. Renforcer la législation sur l'**euthanasie** afin de respecter totalement l'autonomie de décision du patient (p. 18)
09. Renforcer les mesures garantissant l'**égalité de genre** (p. 20)
10. Créer un comité consultatif indépendant relatif à l'éthique de l'**intelligence artificielle** (p. 22)
11. Garantir une **transition climatique** qui respecte les impératifs liés à la justice sociale (p. 24)
12. Adopter une législation visant une régulation par l'État de la production, du commerce et de la consommation de tous les **produits psychotropes** (p. 27)
13. Adopter une **politique pénale** réductionniste et garantir les droits fondamentaux des personnes détenues (p. 29)
14. Assurer et promouvoir des voies de **migration** sûres et légales et régulariser les **sans-papiers** (p.31)
15. Renforcer la **lutte contre les discriminations** dans toutes les sphères de la société (p. 34)

01. INSCRIRE LA LAÏCITÉ DANS LA CONSTITUTION POUR GARANTIR L'IMPARTIALITÉ DE L'ÉTAT

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Inscrire la laïcité dans la Constitution.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Inscrire la neutralité de l'État dans la Constitution.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Inscrire le principe de la neutralité et d'impartialité de l'État dans la Constitution.</p>
<p>PTB</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>	<p>DÉFI</p> <p>Inscrire le principe de la laïcité politique dans la Constitution.</p>

PS (Parti socialiste)

Inscrire la laïcité dans la Constitution.

Le PS propose plusieurs mesures concrètes en faveur de la laïcité, à laquelle il consacre un chapitre de son programme. La première de ces mesures est l'inscription de la laïcité dans la Constitution, qui implique la consécration ou la modernisation d'autres règles constitutionnelles, dont l'exigence d'impartialité de l'État, l'interdiction de l'abus de droit ou la primauté absolue de la loi démocratique sur les prescrits religieux.

MR (Mouvement réformateur)

Inscrire la neutralité de l'État dans la Constitution.

La première mesure défendue par le MR dans l'axe "faire société" de son programme est consacrée à la neutralité de l'État comme garante de l'égalité et de la liberté. Il entend inscrire la neutralité de l'État et l'impartialité de son action dans la Constitution afin de garantir la séparation des Églises et de l'État et la primauté du droit sur toute norme religieuse.

Ecolo

Inscrire le principe de la neutralité et d'impartialité de l'État dans la Constitution.

Ecolo propose dans une même mesure l'inscription du principe de neutralité et d'impartialité de l'État dans la Constitution et la pratique d'une neutralité inclusive dans les administrations publiques. La neutralité défendue par Ecolo pose la liberté de porter des signes convictionnels comme principe et l'interdiction de ces signes comme l'exception. Cette interdiction dépendra d'une liste de fonctions établie au sein de chaque autorité publique. En outre, les signes politiques seront interdits en toute hypothèse.

PTB

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

Aucune modification constitutionnelle en cette matière n'est proposée par le PTB. Les informations supplémentaires adossées à leur revendication "égalité de traitement et lutte contre les discriminations" indiquent que, pour le PTB, l'interdiction du port du voile dans les services publics et les entreprises privées est discriminatoire, car la neutralité doit être mesurée par des actes et ce que porte une personne n'a pas d'importance.

Les Engagés

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

Aucune modification constitutionnelle en cette matière n'est proposée par Les Engagés. Dans leur chapitre "assurer une réelle liberté de conviction philosophique et religieuse", ils indiquent prôner une neutralité bienveillante et une impartialité totale, qui se déclinent en quatre principes fondamentaux, dont le dernier cite la séparation des cultes et de l'État, sans laquelle ce dernier ne pourrait agir de manière impartiale en toutes circonstances.

DéFI

Inscrire le principe de la laïcité politique dans la Constitution.

DéFI entend consacrer dans la Constitution un nouvel article qui fait de la Belgique un État laïque garantissant la neutralité des pouvoirs publics et la primauté de la loi civile sur tout prescrit religieux ou philosophique. Les dispositions constitutionnelles en matière de financement public des cultes et organisations philosophiques et d'enseignement ne seraient toutefois pas visées par ce nouvel article.

02. PROTÉGER L'ÉTAT DE DROIT ET LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Protéger notre démocratie par le renforcement de son exercice et du rôle de l'État, des services publics, de la protection sociale et de la justice sociale et environnementale.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Renforcer la lutte contre le radicalisme et le terrorisme, ainsi que garantir une justice rapide pour un État de droit effectif.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Restaurer le principe de l'État de droit comme un pilier inébranlable de notre société, et le décliner par le respect des droits fondamentaux et des décisions de justice.</p>
<p>PTB</p> <p>Renforcer la démocratie à travers notamment la suppression des privilèges politiques et la participation citoyenne aux décisions.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Protéger l'État de droit en élargissant par exemple les compétences de la Cour constitutionnelle.</p>	<p>DÉFI</p> <p>Revitaliser la démocratie et refaire de la Belgique un État régalien et juste.</p>

PS (Parti socialiste)

Protéger notre démocratie par le renforcement de son exercice et du rôle de l'État, des services publics, de la protection sociale et de la justice sociale et environnementale.

Des mesures sont proposées pour améliorer et renforcer l'exercice même de la démocratie ainsi que son organisation, afin d'intégrer de nouvelles pratiques démocratiques, de rendre plus effectives celles existantes et d'améliorer le contrôle et la transparence des institutions représentatives.

Pour le PS, la défense de la démocratie passe aussi par le renforcement de l'éducation à la citoyenneté (éducation permanente et cours de philosophie et citoyenneté) et la lutte contre l'extrême droite (cordon sanitaire, renforcement de la société civile...).

MR (Mouvement réformateur)

Renforcer la lutte contre le radicalisme et le terrorisme, ainsi que garantir une justice rapide pour un État de droit effectif.

Le MR plaide pour un plan d'actions de prévention contre le radicalisme et l'islamisme, dès le plus jeune âge. Il veut aussi sanctionner l'apologie du terrorisme et expulser automatiquement des personnes radicalisées frappées par un ordre de quitter le territoire.

Le MR plaide également pour un cadre de magistrats et de membres du Parquet rempli, des palais de justice rénovés, un Conseil d'État efficace, ainsi qu'une modernisation de l'organisation des audiences, et la numérisation de la Justice.

Ecolo

Restaurer le principe de l'État de droit comme un pilier inébranlable de notre société, et le décliner par le respect des droits fondamentaux et des décisions de justice.

Ecolo propose diverses mesures pour redynamiser la démocratie (représentative, délibérative, directe et associative) afin notamment de lutter contre l'extrême droite, ainsi que renforcer l'éthique politique et la gouvernance publique.

Un autre volet concerne l'accessibilité et l'efficacité de la Justice comme condition d'un État de droit, mais aussi la nécessité de vivre en sécurité (gestion des crises, police, prévention...).

PTB

Renforcer la démocratie à travers notamment la suppression des privilèges politiques et la participation citoyenne aux décisions.

Le PTB entend supprimer les privilèges politiques, renforcer la participation citoyenne aux décisions et la liberté syndicale, avec un accent sur le renforcement de la société civile et la lutte contre l'extrême droite.

Les Engagés

Protéger l'État de droit en élargissant par exemple les compétences de la Cour constitutionnelle.

Les Engagés veulent agir pour réduire le fossé entre élus et citoyens, travailler à la prise de conscience de la responsabilité de l'engagement politique, simplifier les institutions, réduire le nombre d'élus et réformer l'administration. Ils veulent également protéger l'État de droit en élargissant notamment les compétences de la Cour constitutionnelle.

DéFI

Revitaliser la démocratie et refaire de la Belgique un État régalien et juste.

DéFI propose différentes mesures en vue de revitaliser la démocratie, comme la protection des libertés et de la vie privée, la dépolitisation des services publics, l'encadrement de la carrière politique ou encore le renforcement de la démocratie participative et la transparence.

DéFI veut également refaire de l'État le garant de la construction d'une société de confiance, en remplaçant la confiance entre la police et les citoyens, en rendant la Justice moderne et efficace, ou en déployant une politique migratoire d'asile et d'accueil plus juste, pragmatique et intransigeante sur le respect des droits humains.

03. ASSURER LA LIBERTÉ DE CONVICTION DANS LE MONDE

Les programmes ne contiennent généralement pas de propositions portant spécifiquement sur ce point, mais mentionnent souvent les droits humains en général.

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Défendre les droits fondamentaux comme "boussole de la politique belge et européenne", renforcer la laïcité au cœur du projet européen et garantir la liberté d'expression.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Une Europe qui promeut nos valeurs universelles et l'État de droit.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Mettre les droits humains au cœur de la politique internationale.</p>
<p>PTB</p> <p>Les droits sociaux l'emportent sur la quête du profit.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Faire de la défense des droits humains une priorité de la politique étrangère.</p>	<p>DÉFI</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>

PS (Parti socialiste)

Défendre les droits fondamentaux comme "boussole de la politique belge et européenne", renforcer la laïcité au cœur du projet européen et garantir la liberté d'expression.

Pour le PS, "la défense des droits fondamentaux doit être la boussole de la politique internationale belge."

En ce qui concerne l'Union européenne, les droits humains sont "un pilier fondamental de l'Union européenne et de son action extérieure"; en conséquence, l'UE doit "faire preuve d'intransigeance quant au respect des valeurs humanistes fondamentales qu'elle promeut".

À l'intérieur de l'Union, le PS veut une "Union européenne laïque qui agisse et légifère de manière strictement indépendante des religions", et précise que "la liberté de conscience est absolue : chacun et chacun est libre de croire ou de ne pas croire, de pratiquer une religion ou d'en changer, de ne se laisser imposer aucun rite ni aucune soumission". Le PS veut abolir le délit de blasphème dans les États membres où il existe encore.

Le programme du PS affirme la nécessité de promouvoir les droits humains dans la politique extérieure de la Belgique et de l'Union européenne. Il contient un certain nombre de propositions détaillées à ce sujet. Dans l'Union européenne, il veut une Union laïque, où le pouvoir est exercé de manière impartiale et neutre, sans intervention des cultes. Le programme insiste particulièrement sur la nécessité de garantir la pleine liberté de conscience en Europe, ainsi que la liberté d'expression, en particulier la libre critique des religions.

MR (Mouvement réformateur)

Une Europe qui promeut nos valeurs universelles et l'État de droit.

Le MR affirme son "attachement au socle commun de valeurs universalistes de l'UE, dont la neutralité de l'État, la liberté de croire ou de ne pas croire, la liberté de conscience et d'auto-détermination". Aujourd'hui, selon le MR, cet acquis est en danger. Le MR plaide donc pour "une Europe qui promeut nos valeurs universelles et l'État de droit".

Le programme du MR ne formule pas de mesure concrète en la matière. L'accent est davantage mis sur le libéralisme économique que sur les droits humains.

Ecolo

Mettre les droits humains au cœur de la politique internationale.

Écolo affirme sa volonté de "mettre les droits humains au cœur de la politique internationale", mais sans propositions spécifiques, et propose des mesures pour protéger l'État de droit, la démocratie et les droits fondamentaux au sein de l'Union européenne, notamment la conditionnalité.

PTB

Les droits sociaux l'emportent sur la quête du profit.

Aucune mention des droits humains dans la politique extérieure, sauf la proposition que "l'environnement, les droits sociaux et les droits humains l'emportent sur la quête du profit dans la négociation et la conclusion d'accords commerciaux."

Les Engagés

Faire de la défense des droits humains une priorité de la politique étrangère.

En politique européenne, Les Engagés proposent de "faire en sorte que les États membres de l'Union respectent les valeurs européennes et la Charte des droits fondamentaux".

En politique internationale, la Belgique et l'UE doivent "faire de la défense des droits humains une priorité dans un contexte international préoccupant", et "calibrer" la coopération au développement avec la "promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

DéFI

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

Sur le plan des principes, DéFI promeut "la laïcité politique", qui, "seule, protège toutes les convictions religieuses, politiques ou philosophiques en faisant en sorte qu'aucune d'elle ne s'impose aux autres."

04. DEUX HEURES DE PHILOSOPHIE ET CITOYENNETÉ POUR TOUS LES ÉLÈVES

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Étendre le cours de philosophie et citoyenneté à 2 heures par semaine.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Évaluer de manière approfondie le système en cours ainsi que l'évolution des préférences des familles dans les choix des différentes options, avant toute modification.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Généraliser les cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté à toutes les écoles, peu importe leur réseau.</p>
<p>PTB</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Prévoir un cours de 2 heures d'éducation philosophique et convictionnelle en secondaires et préserver les heures de religions/morale en primaires.</p>	<p>DéFI</p> <p>Porter à deux heures le cours obligatoire d'éducation à la philosophie et la citoyenneté et y inscrire l'histoire des religions et le dialogue interconvictionnel.</p>

PS (Parti socialiste)

Étendre le cours de philosophie et citoyenneté à 2 heures par semaine.

Le PS souhaite poursuivre le travail entamé sous cette législature en commençant par le réseau officiel pour l'étendre ensuite aux autres réseaux. Le PS souhaite le maintien des cours de religion et de morale en option et accessibles en termes d'horaires, et sans perte d'emploi.

MR (Mouvement réformateur)

Évaluer de manière approfondie le système en cours ainsi que l'évolution des préférences des familles dans les choix des différentes options, avant toute modification.

Le MR veut poursuivre la réflexion et avancer vers deux heures de CPC sous plusieurs conditions : avancer sur la réforme des rythmes journaliers, maîtriser le cadre budgétaire, vérifier l'impact sur l'emploi des enseignants, travailler sur le contenu du cours, évaluer le périmètre de l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté, former de manière pointue les enseignants de CPC.

Ecolo

Généraliser les cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté à toutes les écoles, peu importe leur réseau.

La proposition d'Ecolo n'évoque pas le nombre d'heures. Est-ce la formule "1 heure pour tout le monde dans tous les réseaux" ou "2 heures de CPC + 1 heure de religion/morale en option" ou autre ?

À côté de cela, Ecolo veut construire un parcours d'éducation à la citoyenneté dans les référentiels de l'après tronc-commun, dans l'enseignement de transition et dans le qualifiant, et la construction de partenariats durables avec le secteur associatif (par la création d'un plan pluriannuel de partenariats associations-écoles).

PTB

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

Les Engagés

Prévoir un cours de 2 heures d'éducation philosophique et convictionnelle en secondaires et préserver les heures de religions/morale en primaires.

Les Engagés veulent développer, dans le cadre notamment des cours de philosophie et citoyenneté et des cours de religions mais aussi de manière transversale dans d'autres cours, à la fois une incitation au dialogue interconvictionnel favorisant l'apprentissage de la bienveillance et du vivre-ensemble ainsi que l'ouverture aux autres sans renoncement à sa propre identité, des échanges, visites, rencontres, conférences en vue de renforcer la connaissance de l'histoire, des convictions, pratiques et identités plurielles portées par les élèves.

DéFI

Porter à deux heures le cours obligatoire d'Éducation à la Philosophie et la Citoyenneté et y inscrire l'histoire des religions et le dialogue interconvictionnel.

DéFI insiste sur le fait qu'un cours d'EPC étendu à deux heures hebdomadaires, ainsi que des cours de religions déplacés hors de la grille obligatoire ne doivent toutefois pas rimer avec la disparition du fait religieux, de l'histoire des religions et du dialogue interconvictionnel à l'école.

05. INDIVIDUALISER LES DROITS SOCIAUX

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Individualiser les droits sociaux.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Mettre en œuvre l'individualisation des droits en supprimant le statut de cohabitant.</p>
<p>PTB</p> <p>Individualiser le droit au revenu d'intégration sociale et les autres allocations sociales.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Individualiser les droits sociaux.</p>	<p>DÉFI</p> <p>Individualiser les droits sociaux.</p>

PS (Parti socialiste)

Individualiser les droits sociaux.

Le PS souhaite inscrire l'individualisation des droits sociaux à l'ordre du jour de la prochaine législature et l'instaurer via la suppression du statut de cohabitant, dans un premier temps dans les régimes de sécurité sociale et d'étendre progressivement cette suppression aux régimes d'aide sociale.

MR (Mouvement réformateur)

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

Ecolo

Mettre en œuvre l'individualisation des droits en supprimant le statut de cohabitant.

Pour Ecolo, le statut de chef de famille doit être maintenu pour tous les ménages qui ne disposent pas d'autres revenus. Cette suppression ne peut pas avoir d'impact négatif sur d'autres droits. Il faut notamment avoir une vigilance particulière pour les droits dérivés en matière de pensions.

PTB

Individualiser le droit au revenu d'intégration sociale et les autres allocations sociales.

Le PTB entend individualiser le droit au revenu d'intégration et supprimer le statut de cohabitant, notamment dans l'objectif de garantir à tous un revenu supérieur au seuil de pauvreté.

Les Engagés

Individualiser les droits sociaux.

Cette individualisation peut s'effectuer par paliers en commençant par les freins à la cohabitation.

DéFI

Individualiser les droits sociaux.

DéFI entend remplacer les droits "dérivés" par les droits individuels. Une telle évolution devrait se faire progressivement, avec maintien des droits acquis. Ainsi, la sécurité sociale n'aura progressivement plus de lien avec la situation familiale et contribuera notamment à une plus grande égalité de traitement entre les femmes et les hommes. DéFI prend les exemples du statut de cohabitant ou de la pension de survie.

06. GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS LES USAGERS, AU SEIN DE STRUCTURES NEUTRES ET DÉGAGÉES DE TOUTE FORME DE PROSÉLYTISME

PS (Parti socialiste)

Accès aux soins : permettre l'accès aux soins de qualité à toutes et à tous tant sur le plan financier que géographique.

Neutralité des services : supprimer tout signe convictionnel traduisant une conception religieuse ou philosophique sur les murs des hôpitaux publics.

MR (Mouvement réformateur)

Accès aux soins : promouvoir des soins de santé accessibles, efficacement financés et qui placent le patient au centre.

Neutralité des services : interdire le port ostensible de tout signe convictionnel dans les services publics, en ce compris les hôpitaux publics.

Ecolo

Accès aux soins : mettre en œuvre le droit à la santé.

Neutralité des services : défendre une approche inclusive de la neutralité qui pose la liberté de porter des signes convictionnels comme le principe de base et l'interdiction comme l'exception.

PTB

Accès aux soins : garantir un accès universel et à un prix abordable aux soins de santé pour tous.

Neutralité des services : abolir l'interdiction du port du voile dans les entreprises privées, les services publics et les établissements scolaires.

Les Engagés

Accès aux soins : assurer l'accessibilité financière des soins de santé pour tous ceux qui en ont besoin.

Neutralité des services : aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

DÉFI

Accès aux soins : garantir l'accès aux soins pour tous via un système de soins qui prenne en compte les besoins des patients, tout en étant soutenable financièrement.

Neutralité des services : consacrer le principe de neutralité des services publics.

PS (Parti socialiste)

***Accès aux soins* : permettre l'accès aux soins de qualité à toutes et à tous tant sur le plan financier que géographique.**

Le PS considère le système de santé belge comme l'un des fondements de notre État social et comme un bien commun essentiel qui ne peut être soumis aux seules lois du marché. En ce sens, le PS veut notamment renforcer l'accès à des professionnels de soins conventionnés, tant au niveau de certains secteurs (comme certaines spécialités médicales ou les dentistes) que de certaines zones géographiques.

On relève également leur volonté de consolider la première ligne d'aide et de soins en la structurant autour du patient, qui doit être au centre d'un véritable "parcours de soins".

***Neutralité des services* : supprimer tout signe convictionnel traduisant une conception religieuse ou philosophique sur les murs des hôpitaux publics.**

La neutralité des services de santé n'est pas abordée telle quelle dans leur programme. Le PS souhaite néanmoins supprimer tout signe convictionnel traduisant une conception religieuse ou philosophique sur les murs des hôpitaux publics.

MR (Mouvement réformateur)

Accès aux soins : promouvoir des soins de santé accessibles, efficacement financés et qui placent le patient au centre.

Le MR souhaite garantir un meilleur accès à une médecine de qualité, impliquant la stimulation de l'innovation médicale. En matière de gouvernance, le parti propose de renforcer la coopération et de rationaliser les compétences, notamment en refédéralisant la prévention de la santé. On relèvera également l'importance qu'ils accordent à la préservation du bien-être et de la liberté de choix du patient ainsi que leur volonté de revaloriser les métiers de la santé, en leur redonnant une attractivité financière qui tienne compte de la pénibilité spécifique de ces métiers.

Neutralité des services : interdire le port ostensible de tout signe convictionnel dans les services publics, en ce compris les hôpitaux publics.

Sur la neutralité des services de santé, le MR se positionne en affirmant sa volonté d'interdire le port ostensible de tout signe convictionnel dans les hôpitaux publics.

Enfin, le MR défend une médecine qui protège de l'emprise des prescrits communautaires via l'interdiction de délivrer des certificats destinés à conforter des convictions religieuses, philosophiques ou culturelles (par exemple, les attestations de virginité).

Ecolo

Accès aux soins : mettre en œuvre le droit à la santé.

Ecolo défend un droit universel à l'accès complet aux soins de santé à toutes et à tous, tant à la première ligne qu'à la médecine spécialisée. Ils revendiquent ce droit comme une valeur fondamentale du système de santé et le fondement de toute politique de santé. Ecolo plaide également pour un refinancement structurel des métiers du soin.

Neutralité des services : défendre une approche inclusive de la neutralité qui pose la liberté de porter des signes convictionnels comme le principe de base et l'interdiction comme l'exception.

La neutralité des services de santé n'est pas abordée telle quelle dans leur programme. Ce dernier défend toutefois une approche inclusive de la neutralité qui pose la liberté de porter des signes convictionnels comme le principe de base et l'interdiction comme l'exception.

PTB

Accès aux soins : garantir un accès universel et à un prix abordable aux soins de santé pour tous.

Le PTB défend un modèle de soins qui met l'accent sur la collaboration et la prévention. Le parti propose notamment un financement public robuste des soins de santé, où la chasse au profit, la spéculation et la privatisation n'ont pas leur place. Ils souhaitent également généraliser le système du tiers payant et augmenter le nombre de personnels des soins.

Neutralité des services : abolir l'interdiction du port du voile dans les entreprises privées, les services publics et les établissements scolaires.

Le PTB n'aborde pas explicitement la question de la neutralité des services de santé dans son programme. Le parti revendique toutefois l'abolition de l'interdiction du port du voile dans les services publics sans se prononcer sur les autres signes convictionnels.

Les Engagés

Accès aux soins : assurer l'accessibilité financière des soins de santé pour tous ceux qui en ont besoin.

En matière d'accès aux soins, Les Engagés proposent de généraliser le système du tiers payant et de le rendre obligatoire pour les prestations dispensées par les services de 1^{ère} ligne. Ils veulent également simplifier et améliorer le mécanisme du maximum à facturer (MAF), tout en étendant son champ d'application. De plus, ils proposent de mettre fin à la différence de remboursement des patients en fonction du statut de conventionnement du professionnel de santé consulté, et de garantir un remboursement intégral à 100% pour une offre de base de qualité en matière de lunettes, lentilles, prothèses dentaires et appareils auditifs.

Neutralité des services : aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

DéFI

Accès aux soins : garantir l'accès aux soins pour tous via un système de soins qui prenne en compte les besoins des patients, tout en étant soutenable financièrement.

DéFI propose d'améliorer l'accessibilité financière des soins de santé pour tous et, en particulier, pour les personnes précarisées souffrant de maladies chroniques, en leur permettant de ne plus payer de ticket modérateur au-delà de 300 euros par an de dépenses médicales et assimilées par an. En outre, le parti s'engage à plafonner les suppléments d'honoraires et à long terme, à les supprimer selon une programmation à convenir en concertation avec le secteur des soins de santé. On relèvera enfin, la volonté de DéFI de couvrir l'ensemble du territoire en postes médicaux de garde et d'améliorer leur accessibilité via les transports en commun.

Neutralité des services : consacrer le principe de neutralité des services publics.

Concernant la neutralité des services santé, la question n'est pas explicitement abordée dans le programme. Si DéFI s'engage toutefois à consacrer le principe de neutralité des services publics, il ne fait nulle mention des hôpitaux publics.

07. METTRE EN ŒUVRE A MINIMA LES RECOMMANDATIONS DU GROUPE D'EXPERTS SUR LES IVG

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Renforcer le droit à l'interruption volontaire de grossesse en allongeant le délai pour avorter à 18 semaines, en décriminalisant l'IVG pour les femmes, en facilitant son accès sur le plan géographique, de l'information ou financier.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Intégrer dans la Constitution le droit à disposer librement de son corps.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Garantir le droit effectif à une IVG sûre et légale en réformant la loi et en inscrivant ce droit dans la Constitution et dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.</p>
<p>PTB</p> <p>Garantir l'égalité des droits et la mise en œuvre du principe mon corps, mon choix.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Consacrer un droit à l'avortement et faire évoluer la loi qui l'encadre.</p>	<p>DÉFI</p> <p>Dépénaliser totalement l'IVG et allonger le délai légal pour avorter à 18 semaines.</p>

PS (Parti socialiste)

Renforcer le droit à l'interruption volontaire de grossesse en allongeant le délai pour avorter à 18 semaines, en décriminalisant l'IVG pour les femmes, en facilitant son accès sur le plan géographique, de l'information ou financier.

Le PS sous le chapitre "la santé des femmes" fait référence aux 25 recommandations du groupe d'experts et propose de nombreuses mesures telles que : allonger le délai légal à 18 semaines, supprimer le délai d'attente obligatoire, décriminaliser totalement l'avortement pour les femmes, assurer la proportionnalité des sanctions pénales prévues pour les médecins, veiller à l'accessibilité de l'avortement (géographique, de l'information et financière), renforcer le nombre de prestataires de soins pratiquant l'IVG, évaluer les possibilités d'étendre l'incrimination de l'entrave à l'IVG, etc.

MR (Mouvement réformateur)

Intégrer dans la Constitution le droit à disposer librement de son corps.

Dans son axe 3 "un État exemplaire, efficace et qui protège", le MR propose d'inscrire dans la Constitution le droit à disposer librement de son corps afin de sanctuariser des droits fondamentaux comme celui de pouvoir accéder à l'IVG ou le droit à l'euthanasie. Le MR ajoute que si le législateur l'estime nécessaire, il peut restreindre cette liberté mais il devra le justifier en respectant le principe de proportionnalité.

Historiquement, le MR accorde une liberté de vote à ses députés sur les questions éthiques.

Ecolo

Garantir le droit effectif à une IVG sûre et légale en réformant la loi et en inscrivant ce droit dans la Constitution et dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Sous le chapitre 24 "une égalité enfin réelle entre les femmes et les hommes", Ecolo demande la reconnaissance de l'IVG comme un soin de santé et prévoit plusieurs mesures pour améliorer la loi et l'accessibilité de l'avortement telles que : amplifier la prévention en matière de grossesses non-désirées, étendre le délai à 22 semaines, supprimer le délai de réflexion, assurer un accès à l'IVG pour toutes les personnes présentes en Belgique, diversifier les sanctions pour les médecins, garantir l'accès effectif à l'IVG par la formation et la sensibilisation des étudiants en médecine et renforcer son accès aux publics vulnérables et aux milieux de vie ruraux en autorisant les IVG médicamenteuses en ambulatoire, etc.

PTB

Garantir l'égalité des droits et la mise en œuvre du principe mon corps, mon choix.

Sous le chapitre "féminisme" de son programme, le PTB demande que l'IVG ne soit plus punissable par la loi, d'allonger le délai légal à 18 semaines et de réduire la période d'attente à 48h, d'augmenter le nombre de centres d'avortement, rendre l'avortement obligatoire dans la formation de base des médecins, rendre la pilule gratuite, etc. Le PTB mentionne le rapport d'experts mais ne suit pas toutes les recommandations formulées dans ce dernier.

Les Engagés

Consacrer un droit à l'avortement et faire évoluer la loi qui l'encadre.

Sous leur chapitre 28 "égalité des genres", Les Engagés prévoient "une liberté garantie aux femmes sur les choix qui concernent leur corps" et les mesures suivantes en matière d'avortement: dépénaliser l'avortement pour les femmes, réduire le délai de réflexion, améliorer l'encadrement psychologique et médical des familles qui ont recours à l'IVG, allonger raisonnablement le délai endéans lequel un avortement peut se pratiquer, bannir les pressions sociales ou familiales qui retardent ou rendent plus difficile la prise de décision quant au recours à l'IVG, maintien des sanctions du corps médical et inscrire l'IVG dans la Constitution.

Sur les questions de bioéthique, Les Engagés offrent la liberté de vote à leurs parlementaires.

DéFI

Dépénaliser totalement l'IVG et allonger le délai légal pour avorter à 18 semaines.

Dans son livret 2 "faire de la laïcité politique, la clef de la citoyenneté et du vivre ensemble", DéFI entend lutter afin que les femmes puissent enfin bénéficier d'un véritable droit à l'avortement (suppression du délai de réflexion de 6 jours, des peines de prisons pour les femmes et les médecins et allongement du délai légal pour avorter à 18 semaines).

08. RENFORCER LA LÉGISLATION SUR L'EUTHANASIE AFIN DE RESPECTER TOTALEMENT L'AUTONOMIE DE DÉCISION DU PATIENT

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Garantir le droit à mourir dans la dignité en consolidant la législation relative à l'euthanasie.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Intégrer dans la Constitution le droit à disposer librement de son corps afin de sanctuariser des droits fondamentaux, comme le droit à l'euthanasie.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Garantir une fin de vie digne et choisie en renforçant l'accès aux soins palliatifs et en simplifiant les dispositions de l'euthanasie.</p>
<p>PTB</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>	<p>DéFI</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>

PS (Parti socialiste)

Garantir le droit à mourir dans la dignité en consolidant la législation relative à l'euthanasie.

Le PS souhaite garantir le droit à mourir dans la dignité par une série de mesures phares qui ont vocation à renforcer la législation relative à l'euthanasie en faveur de l'autonomie et le respect de la demande du patient. On relèvera notamment les mesures suivantes : faire du droit à mourir dans la dignité un droit constitutionnel, étendre la possibilité de recourir à la déclaration anticipée d'euthanasie pour les affections cérébrales dégénératives (démence) et simplifier les formes qui entourent la déclaration anticipée.

MR (Mouvement réformateur)

Intégrer dans la Constitution le droit à disposer librement de son corps afin de sanctuariser des droits fondamentaux, comme le droit à l'euthanasie.

Le MR propose d'intégrer dans la Constitution le droit à disposer librement de son corps afin de sanctuariser des droits fondamentaux, comme le droit à l'euthanasie. Si le législateur l'estime nécessaire, il peut restreindre cette liberté mais il devra le justifier en respectant le principe de proportionnalité.

Historiquement, le MR accorde une liberté de vote à ses députés sur les questions éthiques.

Ecolo

Garantir une fin de vie digne et choisie en renforçant l'accès aux soins palliatifs et en simplifiant les dispositions de l'euthanasie.

Ecolo souhaite garantir une fin de vie digne en agissant à la fois sur un renforcement de l'accès aux soins palliatifs, et sur la simplification des dispositions de l'euthanasie. Leur programme traite donc de ces deux modes d'action dans un même volet.

Concernant l'euthanasie, le parti Ecolo souhaite en faciliter l'accès en y consacrant les moyens matériels et humains suffisants et former systématiquement les professionnels de la santé tant sur le plan technique que sur les aspects humains pour accompagner la fin de vie.

PTB

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

Les Engagés

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

Sur les questions de bioéthique, Les Engagés offrent la liberté de vote à leurs parlementaires.

DÉFI

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

09. RENFORCER LES MESURES GARANTISSANT L'ÉGALITÉ DE GENRE

PS (Parti socialiste)

Défendre les droits de femmes est, plus que jamais, au cœur du combat socialiste.

MR (Mouvement réformateur)

Lutter de manière transversale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ecolo

Construire une société plus égalitaire et plus ouverte, dans laquelle chacune et chacun est respecté, reconnu dans sa singularité et traité équitablement.

PTB

Construire une société où l'égalité entre les femmes et les hommes va de soi.

Les Engagés

Traiter de manière équitable les femmes et les hommes et avoir les mêmes droits et opportunités dans tous les aspects de la vie.

DéFI

Lutter contre la haine, l'homophobie, les LGBTphobies et tous les types de discrimination.

PS (Parti socialiste)

Défendre les droits de femmes est, plus que jamais, au cœur du combat socialiste.

Dans le chapitre "droits des femmes", le PS identifie 4 axes prioritaires : les droits sociaux, la santé, la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et la place des femmes dans la société et les institutions. Il propose 6 mesures phares : allonger et rendre obligatoire le congé de naissance (anciennement congé de paternité) ; renforcer le droit à l'interruption volontaire de grossesse ; faire de la prévention primaire des violences faites aux femmes une priorité ; renforcer la prise en charge par les pouvoirs publics des femmes victimes de violence ; imposer la parité au sein de l'ensemble des exécutifs et à tous les niveaux de pouvoir ; féminiser l'espace public. Le programme du PS prévoit également de promouvoir la liberté de choix de genre et combattre les LGBTQIA+phobies.

MR (Mouvement réformateur)

Lutter de manière transversale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le MR développe une position transversale et donc ne reprend pas les mesures sous un seul chapitre.

Dans leur programme, on lit : encourager l'entrepreneuriat des femmes, adapter des formations aux besoins des familles monoparentales, prioriser les parents qui travaillent pour les places en crèche, former les policiers à la lutte contre la violence faite aux femmes et aux personnes LGBTQI+, avoir une médecine qui protège de l'emprise des prescrits communautaires, créer davantage de places d'hébergement spécialisé pour les victimes de violences conjugales et intrafamiliales, etc.

Ecolo

Construire une société plus égalitaire et plus ouverte, dans laquelle chacune et chacun est respecté, reconnu dans sa singularité et traité équitablement.

Dans le chapitre 24 "égalité entre les femmes et les hommes" et 25 "poursuivre le combat pour les droits LGBTQIA+", Ecolo propose la mise de en place de nombreuses mesures telles que : parvenir à l'égalité de revenus, individualiser les droits, rendre gratuite la contraception, garantir le droit effectif à une IVG sûre et légale, féminiser les nouveaux espaces publics, garantir la sécurité des femmes et des minorités de genre en rue et dans l'espace virtuel, poursuivre le développement des centres de prises en charge des violences sexuelles (CPVS), avoir une approche genrée de la santé, étendre progressivement le congé de naissance à 15 semaines, améliorer l'enregistrement des plaintes pour violences LGBTQIAphobes, etc.

PTB

Construire une société où l'égalité entre les femmes et les hommes va de soi.

Dans son chapitre "égalité des droits" et ses sous-chapitres "féminisme" et "LGBTI+", le PTB prévoit les mesures suivantes : supprimer l'écart salarial, partager la responsabilité des tâches de soins, lutter contre les violences faites aux femmes et la pauvreté des femmes, être attentif à la santé des femmes, combattre la violence et la haine, renforcer la société civile comme base de l'émancipation, éliminer les discriminations et promouvoir l'inclusivité, etc.

Les Engagés

Traiter de manière équitable les femmes et les hommes et avoir les mêmes droits et opportunités dans tous les aspects de la vie.

Sous leur chapitre "égalité des genres", Les Engagés expliquent que cette égalité est une question de partage, d'entraide, de respect et de justice et prévoient plusieurs mesures prioritaires, à savoir : la conciliation de la vie privée/professionnelle, un environnement de travail égalitaire, une éducation non-genrée et qui s'adapte à la vie des parents qui travaillent, une liberté garantie aux femmes sur les choix qui concernent leur corps, la création d'espaces publics plus sûrs et adaptés pour tous, la prise en charge et protection des victimes de violences sexuelles, la garantie des droits des LGBTQIA+, etc.

DéFI

Lutter contre la haine, l'homophobie, les LGBTphobies et tous les types de discrimination.

Dans son livret 2 "faire de la laïcité politique, la clef de la citoyenneté et du vivre ensemble", DéFI développe plusieurs mesures pour lutter contre la haine, l'homophobie, les LGBTphobies et tous les types de discrimination, telles que : inscrire le féminicide dans le Code pénal, agir contre les violences intrafamiliales, étendre les compétences d'Unia aux discriminations linguistiques, assurer la sécurité des femmes et des personnes LGBTQIA+ dans l'espace public et les transports en commun, généraliser la présence alternée d'hommes et de femmes à l'ensemble des listes électorales et des niveaux de pouvoir, remplacer les congés de maternité et paternité par un "temps de parentalité" global, etc.

10. CRÉER UN COMITÉ CONSULTATIF INDÉPENDANT RELATIF À L'ÉTHIQUE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Mettre en place un comité interfédéral d'éthique du numérique et plaider pour l'instauration d'un organe identique au niveau européen.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Mettre en place un plan national clair et ambitieux pour soutenir le développement de l'intelligence artificielle.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Créer un observatoire du numérique chargé d'évaluer les choix technologiques du secteur.</p>
<p>PTB</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Créer un Institut belge de Gouvernance de l'Intelligence Artificielle (IBGIA) rattaché à un Commissaire numérique fédéral.</p>	<p>DÉFI</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>

PS (Parti socialiste)

Mettre en place un comité interfédéral d'éthique du numérique et plaider pour l'instauration d'un organe identique au niveau européen.

Le PS défend le soutien mais aussi l'encadrement du développement de l'intelligence artificielle (IA).

Conscient des potentiels et des risques liés à l'IA, le PS défend l'application d'une éthique du numérique à visée humaniste et en concordance avec les enjeux sociaux et environnementaux.

Le PS défend la création d'un comité d'éthique indépendant du numérique qui permettra de centraliser les connaissances en la matière et de conseiller les institutions quant aux risques qui se présentent. Ce comité aura une vocation interfédérale et aura notamment pour compétence de traiter de la nécessité d'un contrôle démocratique et transparent des algorithmes et des questions éthiques, juridiques, sociales et environnementales soulevées par l'utilisation de l'intelligence artificielle.

MR (Mouvement réformateur)

Mettre en place un plan national clair et ambitieux pour soutenir le développement de l'intelligence artificielle.

Le MR défend la transition digitale et numérique en tant qu'opportunité économique et comme un défi démocratique.

Le MR est favorable au développement des nouvelles technologies moyennant le respect de conditions humanistes. Concernant celles-ci, ils mettent l'accent sur les principes d'accessibilité et de protection des données personnelles. Le MR considère le développement du numérique et de l'IA comme une réelle opportunité pour faciliter la vie des citoyens, des travailleurs et pour l'amélioration des services publics. Pour réaliser de telles ambitions, le parti plaide donc en faveur de la convergence des initiatives au sein d'un plan national clair et ambitieux.

S'ils ne font aucune proposition au sujet de la création d'un comité consultatif indépendant relative à l'éthique de l'IA, le MR énonce toutefois accorder une attention particulière à la composante éthique de l'IA, en alignement avec les régulations en cours au niveau européen, tout en restant vigilant pour garantir que ces régulations ne compromettent pas la capacité des entreprises à innover et prospérer.

Ecolo

Créer un observatoire du numérique chargé d'évaluer les choix technologiques du secteur.

Ecolo se mobilise pour un monde numérique qui se veut éthique, inclusif et sobre. Ecolo défend une éthique du numérique qui met le focus sur le principe d'égalité et de non-discrimination ainsi que sur les enjeux environnementaux.

L'observatoire du numérique proposé par Ecolo est une structure indépendante en charge, notamment, de rendre des avis sur le déploiement, les usages et les conséquences des technologies du numérique. Il est composé à la fois d'expertes et d'experts et de membres actifs et actives de la société civile. Son but se veut à la fois informatif et réflexif sur la trajectoire technologique, mais donne aussi le cap pour la redirection des technologies numériques dans le respect des objectifs de soutenabilité et de désirabilité dans le cadre de la transition juste.

PTB

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

Les Engagés

Créer un Institut belge de Gouvernance de l'Intelligence Artificielle (IBGIA) rattaché à un Commissaire numérique fédéral.

Les Engagés appellent à superviser, réguler et guider le développement de l'intelligence artificielle en vue de son utilisation éthique et transparente, en mettant l'accent sur les principes de responsabilité, de transparence et d'équité. L'Institut belge de la Gouvernance de l'Intelligence Artificielle, organisme indépendant, ne serait pas uniquement consultatif mais serait bien chargé de superviser, réguler et guider le développement et l'application de l'IA dans le pays, dans le prolongement des mesures adoptées au niveau européen.

En matière d'éthique, l'IBGIA mettrait en place un système de certification pour les solutions d'IA, assurant leur conformité aux normes éthiques et techniques et élaborerait des directives éthiques certifiant les systèmes d'IA afin de garantir que l'IA est développée et utilisée de manière responsable, transparente et équitable.

DéFI

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

11. GARANTIR UNE **TRANSITION CLIMATIQUE** QUI RESPECTE LES IMPÉRATIFS LIÉS À LA JUSTICE SOCIALE

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Adopter un cadre législatif instaurant une planification écosociale, durable et citoyenne et coordonnant les différents niveaux de pouvoir.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Mener une politique climatique basée sur un cadre et des critères objectifs.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Ancrer l'ensemble de nos politiques sur un socle social solide et dans le respect des limites planétaires.</p>
<p>PTB</p> <p>Défendre une politique climatique sociale et non-punitive.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Organiser une convention citoyenne pour le climat et la biodiversité afin de nouer un pacte citoyen pour la transition climatique et la biodiversité.</p>	<p>DÉFI</p> <p>Concilier développement durable, économie et libertés.</p>

PS (Parti socialiste)

Adopter un cadre législatif instaurant une planification écosociale, durable et citoyenne et coordonnant les différents niveaux de pouvoir.

Le PS défend une transformation écosociale qui doit tendre vers une société inclusive, durable, sûre et ancrée dans la réalité de la population et des territoires.

Pour y parvenir, le PS plaide pour une transformation systémique de nos modèles économique et sociétal dont le développement doit se faire dans le respect de la nature et des ressources tout en garantissant des conditions de vie dignes pour chacune et chacun. Cela nécessite d'opter pour une planification écosociale que le parti définit comme une méthode de gouvernance donnant la priorité à la satisfaction des besoins essentiels des populations et la protection des plus vulnérables tout en s'assurant de la stabilisation du climat, des écosystèmes et des ressources. Ce faisant, le PS place l'action publique au cœur de la transition climatique afin de remettre l'équilibre et la prévisibilité dans les politiques climatiques et sociales.

En outre, le parti défend l'idée qu'une transition climatique juste doit permettre d'entraîner une large adhésion des citoyens en leur permettant une implication directe dans le processus décisionnel.

MR (Mouvement réformateur)

Mener une politique climatique basée sur un cadre et des critères objectifs.

Le MR n'utilise pas, dans son programme, les termes "justice sociale" ou "justice climatique". Toutefois, le MR s'engage à rendre les politiques plus durables et efficaces en respectant les objectifs de développement durable des Nations Unies, et ce, sans hiérarchiser les enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Pour le MR, les changements à venir pour atteindre la neutralité carbone représentent une opportunité, notamment sur le plan économique à travers la réindustrialisation et l'économie circulaire, ainsi que sur le plan de la fiscalité.

Le parti revendique une approche incitative plutôt que punitive, basée sur l'adhésion de la population au respect de ce qu'il nomme un triangle vertueux comprenant le développement économique, les libertés individuelles et le respect de l'environnement et refusant ainsi toute sanctuarisation de la nature.

Sur le plan de la politique à mener, le MR propose d'adapter toutes nos politiques climatiques sur la base de données étayées et de critères scientifiques, d'une logique de coûts-bénéfices et de coûts d'abattement au cas par cas, et avec des autorités publiques qui se préoccupent avant tout de mettre en place un cadre clair et cohérent pour atteindre des objectifs crédibles.

Ecolo

Ancrer l'ensemble de nos politiques sur un socle social solide et dans le respect des limites planétaires.

Tout le programme d'Ecolo a pour vocation d'articuler la transition verte à la justice sociale. Dans leur programme, l'axe qui défend "une société juste" vient tout de suite après l'axe qui défend "une société plus verte".

Concrètement, le parti revendique une transition écologique juste qui respecte les limites planétaires et qui offre à chacun et chacune un socle social large et solide pour permettre de mener une vie digne et épanouissante. Ecolo veut faire de la justice sociale la première balise de son action, c'est-à-dire s'assurer que ce qui se dégage des mesures prises dans le cadre de la transition bénéficie aux plus précaires et permette de réduire les inégalités.

En outre, Ecolo considère que c'est à l'autorité publique de financer la transition et d'investir pour mettre en place les infrastructures qui la structurent.

PTB

Défendre une politique climatique sociale et non-punitive.

Le PTB a fait de la politique climatique sociale et non-punitive la 4^e grande priorité de leur programme. Ils arborent comme slogan "c'est au gros pollueur de payer" pour marquer leur volonté de pousser les grandes entreprises polluantes à investir plutôt que de multiplier les taxes vertes pour les travailleurs.

Leurs deux grandes mesures phares consistent en l'investissement dans des transports publics performants et abordables et l'aide à la rénovation et l'isolation des maisons dans l'objectif de réduire la facture d'énergie.

Enfin, le PTB déclare défendre la coopération et la justice sociale et climatique en Belgique et dans le monde.

Les Engagés

Organiser une convention citoyenne pour le climat et la biodiversité afin de nouer un pacte citoyen pour la transition climatique et la biodiversité.

S'agissant de la transition climatique, le parti Les Engagés n'utilise pas, dans son programme, les termes "justice sociale" ou "justice climatique".

Le parti traite la question climatique et énergétique sous le même chapitre (2^e) avec pour slogan "avancer tous ensemble vers une énergie locale décarbonée". Pour ce faire, leur 1^{ère} priorité est de renverser l'approche politique conventionnelle en Belgique en proposant un Pacte Citoyen pour la Transition, entériné par référendum. Ils souhaitent ainsi organiser une convention citoyenne sur le climat et la biodiversité, en vue de conclure ce pacte avec trois objectifs prioritaires : la reconnaissance d'un budget carbone national à respecter, un nouveau mode de gouvernance pour garantir la répartition de l'effort climatique, et des sanctions financières en cas de non-respect des objectifs.

Le parti défend la capacité des Belges à participer de manière mature et citoyenne, à l'image de la démocratie participative suisse.

DéFI

Concilier développement durable, économie et libertés.

S'agissant de la transition climatique, le parti DéFI n'utilise pas, dans son programme, les termes "justice sociale" ou "justice climatique". Toutefois, il consacre le 5^e et dernier grand axe de son programme à la défense d'une conciliation entre développement durable, économie et liberté. Pour DéFI, il est crucial de changer le mode de fonctionnement de la société pour limiter les dégâts du dérèglement climatique. C'est pourquoi, le parti s'engage à tout mettre en œuvre pour que la Belgique atteigne ses objectifs de diminution des émissions de gaz à effet de serre tels que fixés par la Commission européenne et les accords sur le climat. Pour ce faire, le parti revendique tout d'abord la mise en œuvre d'une transition énergétique et économique. Il s'agit dès lors de reprendre le contrôle de notre énergie en développant l'énergie renouvelable au maximum, en investissant résolument dans le nucléaire nouvelle génération et en faisant le choix de la modération énergétique. Le parti développe encore d'autres grandes mesures phares pour parvenir à son objectif dont le rééquilibrage de la gestion des espaces publics et naturels ainsi que l'inscription de l'agriculture et de l'alimentation dans un modèle soutenable, diversifié et intégré.

12. ADOPTER UNE LÉGISLATION VISANT UNE RÉGULATION PAR L'ÉTAT DE LA PRODUCTION, DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION DE TOUS LES **PRODUITS PSYCHOTROPES**

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Mettre en place un marché réglementé du cannabis et mettre la santé au cœur de la réponse publique face à la problématique de la drogue.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Développer les chambres spécialisées en matière de lutte contre la drogue afin de proposer une aide médicale et sociale plutôt que l'application d'une peine, sans traitement, par les personnes toxicomanes.</p>	<p>Ecolo</p> <p>En matière de consommation de drogues et d'assuétude, passer d'une politique de répression à une prise en charge de ces enjeux prioritairement par la santé publique.</p>
<p>PTB</p> <p>Légaliser et réglementer le cannabis, sous un contrôle public et selon des règles strictes en matière de production et de vente. De plus, considérer l'addiction comme une maladie et y répondre par une politique centrée sur les soins.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Encadrer et prévenir la consommation de drogues.</p>	<p>DÉFI</p> <p>Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.</p>

PS (Parti socialiste)

Mettre en place un marché réglementé du cannabis et mettre la santé au cœur de la réponse publique face à la problématique de la drogue.

Pour le PS, la répression seule est inefficace dans la lutte contre la problématique de la drogue. Il est temps donc selon eux de la coupler avec une politique ambitieuse qui mette la priorité sur la santé publique (prévention, réduction des risques et soin) ainsi que sur les droits humains des consommateurs de drogues et des personnes atteintes d'addiction. Pour ce faire, le PS propose une série de mesures telles que le renforcement des politiques de prévention et de réduction des risques et la mise en place d'un marché réglementé du cannabis. Toutefois, le parti ne va pas jusqu'à l'adoption d'une législation similaire pour toutes les autres drogues dont la consommation reste sanctionnée pénalement.

MR (Mouvement réformateur)

Développer les chambres spécialisées en matière de lutte contre la drogue afin de proposer une aide médicale et sociale plutôt que l'application d'une peine, sans traitement, par les personnes toxicomanes.

Le MR propose un accompagnement des personnes toxicomanes condamnées pour des faits de drogues en leur offrant une aide médicale et sociale.

En matière de prévention et de réduction des risques, le MR s'oppose aux pratiques de testing dans les événements festifs ainsi qu'aux salles de consommation qu'ils souhaitent réformer pour en faire des lieux d'accompagnement psycho-médical des personnes toxicomanes.

Ecolo

En matière de consommation de drogues et d'assuétude, passer d'une politique de répression à une prise en charge de ces enjeux prioritairement par la santé publique.

Ecolo plaide pour une politique globale et réaliste de prévention et de prise en charge des usages de drogues. C'est pourquoi, le parti ambitionne de faire passer la question des drogues d'une approche répressive et régie par le droit pénal à une approche qui considère la question des usages de drogues avant tout comme une question de santé publique.

Pour ce faire, Ecolo propose une série de mesures telles que le renforcement des politiques de prévention et de réduction des risques et la mise en place d'un marché réglementé du cannabis.

Toutefois, le parti ne va pas jusqu'à l'adoption d'une législation similaire pour toutes les autres drogues dont la consommation reste sanctionnée pénalement.

PTB

Légaliser et réglementer le cannabis, sous un contrôle public et selon des règles strictes en matière de production et de vente. De plus, considérer l'addiction comme une maladie et y répondre par une politique centrée sur les soins.

Le PTB plaide pour une approche globale et rationnelle en matière de lutte contre les drogues, qui se concentre sur la prévention, l'aide aux personnes dépendantes, et une répression ciblée contre les grands barons de la drogue plutôt que contre les consommateurs.

Pour le cannabis, le parti plaide pour sa légalisation et sa réglementation sous contrôle public, avec des règles strictes en matière de production, de vente, et l'interdiction de la publicité et de la vente aux mineurs.

Toutefois, le parti ne va pas jusqu'à l'adoption d'une législation similaire pour toutes les autres drogues dont la consommation reste sanctionnée pénalement.

Les Engagés

Encadrer et prévenir la consommation de drogues.

Pour Les Engagés, l'interdiction pénale de la consommation de drogues est contre-productive et engendre la stigmatisation, l'exclusion sociale et favorise l'entrée dans la délinquance des consommateurs. C'est pourquoi, Les Engagés souhaitent privilégier une approche plus sanitaire des dépendances et offrir un accompagnement humain et sanitaire au consommateur dans le cadre des politiques de santé publique, tout en évitant la banalisation de la consommation. Pour ce faire, le parti propose une série de mesures telles que privilégier la prévention de toute drogue, et l'accompagnement de ceux qui consomment.

Ils souhaitent également légaliser la consommation du cannabis récréatif pour les personnes majeures, et encadrer sa production et sa vente.

Si le parti ne va pas jusqu'à défendre l'adoption d'une législation similaire pour toutes les autres drogues, ils souhaitent analyser l'opportunité de dépénaliser la consommation de drogues afin de faire passer les consommateurs de drogue du Code pénal au Code de santé publique, mais tout en réprimant sévèrement la vente et la production de ces drogues.

DéFI

Aucune proposition de leur programme ne peut être reliée à notre recommandation.

13. ADOPTER UNE **POLITIQUE PÉNALE RÉDUCTIONNISTE** ET GARANTIR LES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES DÉTENUES

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p> limiter la privation de liberté et faire des peines alternatives les sanctions véritablement principales.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Mettre en place un État exemplaire, efficace, protecteur et qui lutte contre l'impunité.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Remplacer le recours à la prison par des peines alternatives.</p>
<p>PTB</p> <p>Différencier le système pénitentiaire en prévoyant les prisons pour les criminels graves et les maisons de détention pour les petits délinquants.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Préparer à l'avenir en prononçant des sanctions avec du sens et en limitant la prison comme un remède ultime.</p>	<p>DéFI</p> <p>Transformer la politique carcérale pour briser le cycle de la récidive en remédiant aux causes sous-jacentes à la délinquance et en utilisant l'emprisonnement comme remède de dernier ressort.</p>

PS (Parti socialiste)

limiter la privation de liberté et faire des peines alternatives les sanctions véritablement principales.

Dans son chapitre 23 "Justice", le PS propose les mesures suivantes: mettre fin à la judiciarisation des conflits sociaux, développer l'offre des petits lieux de privation de liberté comme les maisons de détention et de transition, repenser l'élaboration de la politique pénale (objectiver le travail, améliorer la collecte et la diffusion des statistiques judiciaires, évaluer) ; faire des peines alternatives des sanctions véritablement principales, réduire le recours à l'emprisonnement subsidiaire ; concevoir la détention de telle façon à favoriser la réinsertion des détenus ; permettre le vote en prison, mettre la santé au cœur de la réponse publique face à la problématique de la drogue, etc.

MR (Mouvement réformateur)

Mettre en place un État exemplaire, efficace, protecteur et qui lutte contre l'impunité.

Sous l'axe 3 de son programme "un état exemplaire, efficace et qui protège" et son point "zéro impunité", le MR prévoit les mesures suivantes : une lutte renforcée contre le trafic de drogues dures; des peines réellement exécutées en durcissant les conditions d'accès à la libération conditionnelle et aux permissions de sortie ; l'exécution des petites peines sur un modèle de comparution immédiate ; l'augmentation du parc carcéral ; mettre l'accent sur les peines alternatives ; renforcer les peines pour la grande criminalité ; une exigence de séjour légal pour bénéficier d'une libération avant un procès; des détenus qui purgent leur peine dans leur pays ; un contrôle renforcé dans les prisons ; une participation aux frais d'incarcération pour la grande criminalité ; et enfin, un renforcement de l'accompagnement des détenus dans leur intégration sociale.

Ecolo

Remplacer le recours à la prison par des peines alternatives.

Dans son programme sous le chapitre 31 "une justice accessible et efficace, dans un État de droit", Ecolo prévoit les mesures suivantes : développer de véritables peines alternatives à la prison, appelées à venir remplacer le recours à la prison et non s'y superposer (décriminaliser des comportements, limiter la détention préventive, privilégier les peines de travail ou des peines aux dispositifs de formation et sensibilisation, etc.), assurer le respect des droits fondamentaux des personnes détenues et améliorer leurs conditions de détention et de santé mentale, etc.

PTB

Différencier le système pénitentiaire en prévoyant les prisons pour les criminels graves et les maisons de détention pour les petits délinquants.

Sous le chapitre "Justice" de son programme, le PTB prévoit que les infractions graves soient punies sérieusement et effectivement, pas d'impunité pour la criminalité en col blanc, la violence sexuelle, le grand banditisme ou le terrorisme, des sanctions qui ont du sens ainsi que l'idée que tout délit doit être sanctionné et ne peut rester impuni. Mais, pour éviter la récidive en favorisant les sanctions réparatrices et éducatives dans l'intérêt des victimes, se consacrer davantage à la réintégration pendant la détention, etc.

Les Engagés

Préparer à l'avenir en prononçant des sanctions avec du sens et en limitant la prison comme un remède ultime.

Les Engagés proposent plusieurs mesures transversales telles que : garantir les droits aux détenus et leur réinsertion sociale, prévoir une mesure alternative à la prison consistant en une prise en charge psycho-médico-sociale intensive obligatoire pour les consommateurs de drogues, limiter la détention préventive, promouvoir le recours aux peines alternatives à la prison, préparer la réinsertion tout au long de la détention, etc.

DéFI

Transformer la politique carcérale pour briser le cycle de la récidive en remédiant aux causes sous-jacentes à la délinquance et en utilisant l'emprisonnement comme remède de dernier ressort.

DéFI prévoit, parmi leurs 100 propositions pour restaurer la confiance des Belges dans la police et la justice, 5 priorités: le refinancement accru de la justice ; la transformation de la politique carcérale pour briser le cycle de la récidive en remédiant aux causes sous-jacentes à la délinquance et en utilisant l'emprisonnement comme remède de dernier ressort ; le renforcement de la lutte contre la criminalité financière et la corruption ; la lutte acharnée contre les trafiquants, le terrorisme et la cybercriminalité ; le maintien d'une police de proximité qui protège.

DéFI propose au travers de plusieurs mesures que la prison ne soit pas qu'un lieu de punition mais aussi un espace de réhabilitation et de réinsertion. Parmi ces mesures : prévoir des infrastructures humaines adaptées à chacun, faire diminuer durablement la population carcérale, promouvoir et renforcer le recours aux peines alternatives à la détention, utiliser la détention pour remédier aux causes sous-jacentes de la délinquance, etc.

14. ASSURER ET PROMOUVOIR DES VOIES DE MIGRATION SÛRES ET LÉGALES ET RÉGULARISER LES SANS-PAPIERS

PS (Parti socialiste)

Voies de migration sûres et légales : étudier la mise en œuvre de création de voies sûres et légales.

Régularisation des sans-papiers : fixer des critères clairs, objectifs et permanents pour la régularisation individuelle des sans-papiers et les inscrire dans la loi.

MR (Mouvement réformateur)

Voies de migration sûres et légales : pas de nouvelles voies de migration mais renforcement de la politique de retour et des conditions nécessaires pour l'accès au territoire.

Régularisation des sans-papiers : le MR exclut la mise en place de critères de régularisation permanents.

Ecolo

Voies de migration sûres et légales : renforcer, élargir et sécuriser les voies d'accès sûres et légales au territoire de l'Union européenne.

Régularisation des sans-papiers : appliquer une politique de régularisation transparente, basée sur des critères clairs, fixés dans la loi.

PTB

Voies de migration sûres et légales : mettre en place des procédures légales afin de permettre à des réfugiés de venir en toute sécurité en Europe.

Régularisation des sans-papiers : faire examiner les demandes de permis de séjour et de travail des sans-papiers par un comité indépendant sur la base de critères clairs et objectifs.

Les Engagés

Voies de migration sûres et légales : renforcer les voies légales de migration.

Régularisation des sans-papiers : examiner au cas par cas la régularisation des personnes sans-papiers selon des critères précis et permanents.

DÉFI

Voies de migration sûres et légales : tendre vers une véritable politique commune européenne d'asile et de migration incluant une politique unifiée vis-à-vis des demandeurs d'asile comme vis-à-vis des candidats à la migration de travail.

Régularisation des sans-papiers : fixer dans la loi des critères de régularisation clairs et objectifs et instaurer une commission indépendante de régularisation

PS (Parti socialiste)

***Voies de migration sûres et légales :* étudier la mise en œuvre de création de voies sûres et légales.**

Le PS plaide pour l'élargissement des possibilités d'accès légal au territoire de l'Union européenne, y compris par le travail. Il indique qu'il s'agit d'une condition du respect des droits fondamentaux, mais également d'une nécessité afin de répondre aux réalités de la mobilité internationale et aux besoins de notre société.

***Régularisation des sans-papiers :* fixer des critères clairs, objectifs et permanents pour la régularisation individuelle des sans-papiers et les inscrire dans la loi.**

Dans la perspective de trouver une solution durable pour les sans-papiers, le PS propose plusieurs mesures, dont la mise en place de critères clairs, objectifs et permanents pour la régularisation dans la loi, mais également la facilitation de l'accès au travail et aux formations pour les personnes sans papiers.

MR (Mouvement réformateur)

Voies de migration sûres et légales : pas de nouvelles voies de migration mais renforcement de la politique de retour et des conditions nécessaires pour l'accès au territoire.

Selon le MR, la politique d'asile et de migration doit garantir l'exécution et le contrôle des règles en vigueur, qui doivent par ailleurs être renforcées. Ces mesures visent en premier lieu à renforcer la politique de retour (dont une augmentation des places en centres fermés) et les conditions nécessaires pour l'accès au territoire.

Régularisation des sans-papiers : le MR exclut la mise en place de critères de régularisation permanents.

Le MR exclut la mise en place de critères de régularisation permanents, car prévoir de tels critères serait une "prime" à l'illégalité et consacrerait un droit quasi-automatique à la régularisation, qui doit rester une procédure exceptionnelle pour des cas très spécifiques.

Ecolo

Voies de migration sûres et légales : renforcer, élargir et sécuriser les voies d'accès sûres et légales au territoire de l'Union européenne.

Cette mesure défendue par Ecolo implique de renforcer les moyens des sauvetages en mer, de garantir la non-criminalisation de la solidarité et de permettre l'obtention de visas en vue d'une protection internationale depuis le pays d'origine ou de transit et de visas de long séjour.

Régularisation des sans-papiers : appliquer une politique de régularisation transparente, basée sur des critères clairs, fixés dans la loi.

Ecolo propose d'établir des critères légaux, clairs et permanents, pour la régularisation des personnes sans-papiers ; le fait d'avoir un travail ou une promesse d'embauche figure parmi ces critères. D'autres mesures en ce qui concerne la régularisation par le travail ou l'accès à l'emploi sont également visées.

PTB

Voies de migration sûres et légales : mettre en place des procédures légales afin de permettre à des réfugiés de venir en toute sécurité en Europe.

Le PTB indique que cette mesure vise à lutter efficacement contre la traite des êtres humains et mettre fin aux noyades en Méditerranée. Elle pourrait être mise en œuvre par le biais du mécanisme de la réinstallation selon une clé de répartition équitable établie au niveau européen.

Régularisation des sans-papiers : faire examiner les demandes de permis de séjour et de travail des sans-papiers par un comité indépendant sur la base de critères clairs et objectifs.

Le PTB propose quatre critères de régularisation : des liens durables avec la Belgique (travail, liens sociaux, connaissances linguistiques), la longueur de la procédure d'asile, la situation humanitaire personnelle sérieuse ou le statut de mineur non accompagné.

Les Engagés

Voies de migration sûres et légales : renforcer les voies légales de migration.

Selon Les Engagés, ce renforcement des voies de migration viserait à augmenter les efforts en matière de réinstallation et à établir un cadre légal qui tienne compte des personnes vulnérables (femmes, mineurs étrangers non accompagnés, victimes de tortures et de traumatismes, etc.).

Régularisation des sans-papiers : examiner au cas par cas la régularisation des personnes sans-papiers selon des critères précis et permanents.

Les Engagés envisagent une nouvelle campagne de régularisation sur base de critères légaux et objectifs, examinés au cas par cas, afin de répondre aux obligations sociales et humanitaires et procurer la main-d'œuvre attendue dans les métiers en pénurie.

DéFI

Voies de migration sûres et légales : tendre vers une véritable politique commune européenne d'asile et de migration incluant une politique unifiée vis-à-vis des demandeurs d'asile comme vis-à-vis des candidats à la migration de travail.

DéFI propose d'introduire des mesures structurelles visant la gestion humaine, durable et efficace des demandes d'asile et de la politique d'accueil et, d'autre part, de promouvoir une politique migratoire européenne forte, solidaire et harmonisée capable de faire face aux défis migratoires.

Régularisation des sans-papiers : fixer dans la loi des critères de régularisation clairs et objectifs et instaurer une commission indépendante de régularisation.

Dans une perspective de justice migratoire, DéFI demande l'ancrage dans la loi de critères de régularisation clairs et objectifs. La régularisation est présentée comme un outil pragmatique pour remédier aux failles de la politique migratoire et nécessaire en cas de mise à mal des droits fondamentaux.

15. RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS TOUTES LES SPHÈRES DE LA SOCIÉTÉ

<p>PS (Parti socialiste)</p> <p>Défendre avec vigueur et poursuivre la lutte pour la reconnaissance de nouvelles libertés permettant l'émancipation de toutes et de tous.</p>	<p>MR (Mouvement réformateur)</p> <p>Lutter efficacement contre toutes les discriminations.</p>	<p>Ecolo</p> <p>Construire une société plus égalitaire et plus ouverte, dans laquelle chacune et chacun est respecté, reconnu dans sa singularité et traité équitablement.</p>
<p>PTB</p> <p>Défendre l'égalité de traitement et la lutte contre le racisme et la discrimination.</p>	<p>Les Engagés</p> <p>Réussir la cohésion interculturelle pour "faire société ensemble".</p>	<p>DÉFI</p> <p>Lutter contre la haine, l'homophobie, les LGBTphobies et tous les types de discrimination.</p>

PS (Parti socialiste)

Défendre avec vigueur et poursuivre la lutte pour la reconnaissance de nouvelles libertés permettant l'émancipation de toutes et de tous.

Sous son chapitre 37, le PS affirme que les conservatismes et les discriminations sont des freins à l'émancipation des êtres humains.

Selon le parti, promouvoir les libertés individuelles et lutter contre les discriminations contribuent au même objectif à savoir : le droit de vivre libre, selon les caractéristiques qui font ce que l'on est, ou selon celles que l'on a choisies.

De nombreuses mesures sont proposées pour lutter contre le racisme : faciliter les poursuites des auteurs de propos à caractère négationniste, raciste, xénophobe, etc. ; lutter contre les discriminations à l'embauche, au sein de la police et des services publics de la sécurité, à l'école, dans le sport par l'octroi d'un label ; promouvoir les peines alternatives ; etc.

Le programme du PS prévoit également de promouvoir la liberté de choix de genre et de combattre les LGBTQIA+phobies, de lutter contre l'âgisme, d'inclure les personnes en situation de handicap, etc.

MR (Mouvement réformateur)

Lutter efficacement contre toutes les discriminations.

Le MR revient sur les principes fondamentaux qui fondent cette lutte comme l'ouverture aux autres et le respect des différences, l'égalité des chances, etc. Il précise que cette lutte est un projet transversal, qui débute dès l'école - lieu d'ouverture au monde par excellence -, qu'il faut mettre fin aux discriminations en matière d'emploi, de santé et de sport, en ce compris celles vécues par les personnes LGBTQI+, et que la lutte contre les propos et comportements discriminants, racistes ou antisémites doit rester une priorité.

Ecolo

Construire une société plus égalitaire et plus ouverte, dans laquelle chacune et chacun est respecté, reconnu dans sa singularité et traité équitablement.

Ecolo sous son chapitre "pour une société plus égalitaire et ouverte" prévoit de poursuivre le combat pour les droits LGBTQIA+, une participation pleine et entière des personnes en situation de handicap, de lutter contre le racisme et les discriminations: favoriser la diversité en entreprise par des actions positives, pratique la neutralité inclusive dans les administrations publiques, renforcer l'inspection du travail et ses outils pour lutter de manière plus effective contre les discriminations, lutter contre les discriminations dans le logement, encadrer la politique et la pratique de profilage professionnel au sein de la police, etc.

PTB

Défendre l'égalité de traitement et la lutte contre le racisme et la discrimination.

Le PTB estime qu'une société ne pourrait exister sans diversité et propose plusieurs mesures sous son chapitre "antiracisme": lutter pour plus d'emplois et de logements décents et plus d'égalité, une meilleure protection des droits pour une meilleure participation à notre société, égalité de traitement et lutte contre le racisme et la discrimination, une police où le racisme n'a aucune chance, une école adaptée aux besoins de tous les enfants, favoriser la coexistence et impliquer les communautés.

Le PTB aborde également d'autres formes de discriminations comme celles à l'égard des aînés ou des personnes avec un handicap.

Les Engagés

Réussir la cohésion interculturelle pour "faire société ensemble".

Les Engagés traitent cette question au travers de chapitres spécifiques (22. Aînés, handicap, etc. et 23. Diversité) en mettant en avant quelques priorités : développer la vision fédératrice de la "cohésion interculturelle" lors de la prochaine législature, éduquer et sensibiliser à la fois à l'altérité, à la mixité et aux valeurs, lutter contre les discours de haine, assurer une réelle liberté de conviction philosophique et religieuse, mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de lutte contre le racisme et les discriminations via l'opérationnalisation rapide des plans décidés dans les différents niveaux de pouvoir, l'octroi des moyens nécessaires et un véritable monitoring de leur mise en œuvre, etc.

DéFI

Lutter contre la haine, l'homophobie, les LGBTphobies et tous les types de discrimination.

Défi dans son livret 2 "faire de la laïcité politique, la clef de la citoyenneté et du vivre ensemble" développe plusieurs mesures pour lutter contre la haine, l'homophobie, les LGBTphobies et tous les types de discriminations telles que: rendre la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, la xénophobie et toutes les discriminations enfin efficace, étendre le champ d'application de la loi "anti-négationnisme", étendre les compétences d'Unia aux discriminations linguistiques, permettre à l'Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains de recevoir et d'examiner des plaintes et requêtes individuelles, faire de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite un véritable réflexe, etc.

MÉMORANDUM DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE : [MEMORANDUM2024.LAICITE.BE](https://www.laicite.be/memorandum2024)

- **Par thématiques :**
 - Laïcité et séparation institutions religieuses-État : [memorandum2024.laicite.be/laicite-separation-institutions-religieuses-etat](https://www.laicite.be/memorandum2024/laicite-separation-institutions-religieuses-etat)
 - Droits humains et démocratie : [memorandum2024.laicite.be/droits-humains-et-democratie](https://www.laicite.be/memorandum2024/droits-humains-et-democratie)
 - Lutte contre la pauvreté et cohésion sociale : [memorandum2024.laicite.be/lutte-contre-la-pauvrete-et-cohesion-sociale](https://www.laicite.be/memorandum2024/lutte-contre-la-pauvrete-et-cohesion-sociale)
 - Égalité et lutte contre les discriminations : [memorandum2024.laicite.be/egalite-et-lutte-contre-les-discriminations](https://www.laicite.be/memorandum2024/egalite-et-lutte-contre-les-discriminations)
 - Climat et environnement : [memorandum2024.laicite.be/climat-et-environnement](https://www.laicite.be/memorandum2024/climat-et-environnement)
 - Éthique : [memorandum2024.laicite.be/ethique](https://www.laicite.be/memorandum2024/ethique)
 - Enseignement : [memorandum2024.laicite.be/enseignement](https://www.laicite.be/memorandum2024/enseignement)
- **Par niveaux de pouvoir :**
 - État fédéral : [memorandum2024.laicite.be/etat-federal](https://www.laicite.be/memorandum2024/etat-federal)
 - Fédération Wallonie-Bruxelles : [memorandum2024.laicite.be/federation-wallonie-bruxelles](https://www.laicite.be/memorandum2024/federation-wallonie-bruxelles)
 - Régions : [memorandum2024.laicite.be/regions](https://www.laicite.be/memorandum2024/regions)
 - Union européenne : [memorandum2024.laicite.be/union-europeenne](https://www.laicite.be/memorandum2024/union-europeenne)
- **Les 15 revendication phares :** [memorandum2024.laicite.be/les-15-revendications-phares](https://www.laicite.be/memorandum2024/les-15-revendications-phares)

LES PROGRAMMES DES PARTIS :

PS (Parti socialiste) :

www.ps.be/programme-2024

MR (Mouvement réformateur) :

2024.mr.be

Ecolo :

ecolo.be/programme-2024

PTB :

www.ptb.be/programme

Les Engagés :

www.lesengages.be

DéFI :

www.defi.be/nos-idees

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine – ULB CP 236 · 1050 Bruxelles

02.627.68.11 · cal@laicite.net · www.laicite.be